

Refuser la banalisation de l'Europe brune

Que va devenir l'Union européenne, dont nombre de décisions devront à l'avenir être négociées avec un Parlement européen gangréné par **UN TIERS** de députés anti-européens radicaux ???

On peut comprendre la volonté des meilleurs défenseurs de l'Europe de minimiser l'impact que devraient avoir au Parlement les 140 députés anti-européens. Yves Bertoncini dans ce blog, Jean Quatremer dans son blog de *Libération*, n'ont toutefois raison que sur le plan purement institutionnel : il est vrai que ce front des extrêmes ne parviendra pas à paralyser les institutions européennes, ni sur le vote des budgets, ni sur les autres domaines où le Parlement est en codécision avec les Etats. Les partis gouvernementaux (conservateurs, socialistes, libéraux, verts) possèdent en effet plus de deux tiers des sièges.

Ils ont tort en revanche sur le plan politique. Le vote du 25 mai, en France d'abord qui donne 25% de voix au FN, mais aussi en Grande Bretagne (29% pour l'Ukip), au Danemark (23% des votes), en Autriche ('20%), au Pays Bas (12%), en Finlande (12%) est un cataclysme. Un formidable recul en arrière. Une véritable rupture politique et culturelle dans l'Europe de l'après seconde guerre mondiale. Une sorte d'Europe brune est en train de renaître, dont les ramifications vont jusqu'à certains groupes extrémistes ukrainiens et encore plus loin à l'Est.

Certes, ces partis extrêmes sont eux-mêmes très divisés, incapables, on l'espère de former un groupe uni et cohérent au sein du Parlement. Mais ils sont désormais légitimes au Parlement européen – le lieu par excellence de l'incarnation de la démocratie en Europe !! - et donc directement légitimés au plan national comme des options possibles, acceptables, voire inévitables.

Trois terreaux alimentent ces votes contestataires. La crise économique est le vivier naturel des partis extrémistes, or le nombre de chômeurs ne diminue pas et atteint 12% de la population active soit environ 26 millions de citoyens. L'absence totale de sens politique au plus haut niveau de la Commission européenne, qui a géré l'Europe comme s'il s'agissait d'une PME de boîtes à chaussures, est également en cause : ni l'élargissement, ni la libre circulation des personnes, ni les mesures d'austérité, ni le traité transatlantique n'ont fait

l'objet d'une communication politique digne de ce nom. Enfin, les vies politiques nationales, et notamment les scandales à répétition, la corruption, la désinvolture et le corporatisme du personnel politique, tout cela alimente la rengaine – et malheureusement souvent la réalité – du « tous pourris » si mobilisateurs pour l'extrême droite, notamment en France.

Que faire donc ? Je ne sais pas. Mais trouver Mélenchon à la fois digne et sympathique au soir des résultats est un signe supplémentaire du séisme politique que nous traversons.